

## MISE EN ŒUVRE DE LA DC SMM EN MÉDITERRANÉE FRANÇAISE PROJET D'ÉVALUATION INITIALE

Avis de l'URVN-FNE PACA - projet du 11.01.2012

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin, l'URVN-FNE PACA :

- Souligne l'importance d'une concertation ouverte, la nécessité d'informer et de vulgariser,
- Demande qu'une grande cohérence et une réelle complémentarité avec la Directive Cadre sur l'Eau soit recherchées,
- Réclame une réponse efficace et volontariste aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques de la Méditerranée.

### **De 700 pages scientifiques ou 17 pages de synthèse : comment s'y retrouver ?**

Le document complet rassemble les contributions d'experts scientifiques, de haut niveau, chacun très pointu dans son domaine. L'avant-propos le souligne, il s'agit bien d'un recueil d'informations. On aboutit ainsi à un document de très haut niveau pour chaque point abordé, mais

- qui n'est ni à la portée du grand public ni même à celle d'un technicien supérieur (trop long, trop pointu)
- Dont la précision ne s'avère pas des plus pertinentes compte tenu de l'usage pratique qui est attendu du document.

L'évaluation initiale doit fournir aux acteurs une vue d'ensemble, et non un catalogue des biotopes et des espèces ainsi que des pressions ou enjeux auxquels ces derniers sont soumis... A l'inverse, la note de synthèse proposée apparaît comme un exercice de haute voltige ! le travail est certes remarquable pour résumer 700 pages en 17. Cependant, la contraction est telle qu'on peut craindre d'avoir perdu quantité d'informations en cours d'exercice...

### **Sur le fond, des points à compléter**

Nous ne prononçons pas ici sur la totalité du document de 700 pages, n'étant pas des scientifiques et faisant confiance aux experts sollicités. Nous nous appuyons donc essentiellement sur la note de synthèse proposée pour demander des précisions et soulever quelques sujets, entre autres à approfondir.

#### **Microbiologie marine**

Il nous paraît important que les connaissances en matière de *microbiologie marine* soient précisées. Les communautés phytoplanctoniques et zooplanctoniques s'appuient en effet sur des communautés d'échelle encore plus petites qu'il semble nécessaire de citer dans la description des caractéristiques biologiques et biocénotiques. Ces connaissances sont-elles disponibles ?

Si non, que cela soit acté afin que des recherches puissent par la suite être orientées sur ces sujets. Si oui, qu'elles soient exposées ici.

#### **Pressions et impacts résultant de l'activité militaire**

Dans la synthèse des pressions et impacts, les *déchets issus des guerres ou de l'armée* : munitions, matériel divers, ne sont mentionnés que rapidement dans l'étude complète. Une zone d'immersion de munitions est citée : lieu d'immersion volontaire, il est donc connu. Mais que contient il, et quid des munitions ou matériels immergés illégalement, ou encore des vestiges (bombes, obus, mines...) non récupérés des deux dernières guerres ?

Il en va de même pour les *navires ou carcasses de navire*. Les épaves des bâtiments de marine marchande sont certes mentionnés, mais ce n'est pas le cas des navires militaires, naufragés ou coulés pour servir de brise-lame, de lieu d'entraînement des plongeurs professionnels (armée, corps des sapeurs-pompiers marins...) ou de récif artificiel...

Enfin, les *déchets issus du nucléaire militaire* ne sont pas non plus cités (nous notons que des études concernant les radionucléides et leurs impacts devraient être disponibles). Or le port militaire de Toulon accueille le porte-avion Charles de Gaulle et les 6 sous-marins nucléaires d'attaque (SNA)...

Quel est l'état des connaissances scientifiques sur ces éléments ? Quel suivi est réalisé ou prévu ? Un minimum d'expertise scientifique et de porter-à-connaissance est ici nécessaire, afin de garantir d'une part la sécurité des citoyens et d'autre part la protection de notre milieu naturel littoral et marin.

#### *Pression économique et sociale*

Dans la synthèse de l'analyse économique et sociale, la valeur économique et sociale de l'utilisation des eaux marines a été évaluée à plus de 22 500 millions d'Euro. Cette valeur est valable aujourd'hui. Qu'en sera-t-il dans quelques mois, quelques années, après des dégradations supplémentaires ou au contraire des améliorations ? quelles sont les tendances d'évolution, sachant que les dégradations du milieu ne sont, *a priori* et malheureusement, pas à la baisse ?

Il aurait été intéressant d'estimer comment les dégradations de l'environnement littoral et marin impacte l'utilisation de ces milieux et des ressources qu'ils fournissent, et quelle perte économique est ainsi engendrée.

Quel est le coût de l'absence d'action aujourd'hui, quel est le coût de l'action volontariste engagée dès maintenant, quel pourrait être le coût de l'action rendue impérieuse dans 5, 10, ou 15 ans ? Sera-t-il d'ailleurs encore temps, et pour qui : pour le milieu, pour quels acteurs, pour quels intérêts économiques, sociaux ?

#### **Des politiques ambitieuses... et des moyens à la hauteur !**

Nous apprécions d'être sollicités pour participer à la concertation autour du Plan d'Action pour le Milieu Marin (PAMM) et d'être ainsi reconnus dans notre rôle de représentation de la société civile.

Toutefois, ayant eu l'expérience de la construction de l'état initial des cours d'eau et bassins versants dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE), nous faisons naturellement le parallèle entre les deux politiques.

Concernant *l'élaboration de l'évaluation initiale*, nous regrettons

- Les calendriers de réalisation / mise en œuvre extrêmement contraints
- L'absence de consultation des acteurs et d'échanges, de débats entre ces derniers, à des niveaux locaux, **avant** la rédaction d'un premier document d'évaluation initiale
- Le largage d'une compilation d'études scientifiques de tous âges et de toutes disciplines en lien avec l'océanographie, la biologie marine, la courantologie, la bathymétrie...

Ces éléments favorisent la perception par le monde associatif et par le grand public des démarches conjointes de la DC SMM et du PAMM comme étant des démarches descendantes et réservées à une élite scientifique ultra spécialiste... et disposant de temps !

Concernant *l'organisation des politiques entre elles*, nous ne pouvons que nous réjouir de la concordance entre Directive Cadre sur l'Eau et Directive Cadre Stratégie pour le Milieu Marin : objectif central (bon état du milieu), plans de gestion et programmes de mesures, etc. Les outils de travail étant harmonisés, il s'agira donc maintenant de rechercher la plus grande cohérence possible sur le fond, sur les territoires, et sur les actions. Cela sous entend également une réflexion et une collaboration, effective et efficace, avec les autres Etats Méditerranéens, à commencer par nos voisins les plus proches.

Enfin, nous souhaitons attirer l'attention sur les *moyens dédiés à la mise en œuvre de la Directive Stratégie pour le Milieu Marin*. Cette politique est importante pour la Méditerranée, les défis à relever sont nombreux. Il s'agit donc d'avoir des moyens, humains, financiers, scientifiques et techniques à la hauteur des enjeux !

En conclusion, l'URVN-FNE PACA insiste donc sur les besoins suivants :

- Une réelle gouvernance ouverte et accessible au plus grand nombre et non à un seul cercle d'initiés,
- Cohérence et de complémentarité avec la Directive Cadre sur l'Eau,
- Une réponse efficace et volontariste aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques de la Méditerranée.